



**Press Conference given by Jacques Chirac President of the French Republic –
June 3 2003 – in French**

CONFERENCE DE PRESSE

**DE MONSIEUR JACQUES CHIRAC
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

A L'ISSUE DU SOMMET D'EVIAN

MARDI 3 JUIN 2003

EVIAN

LE PRESIDENT – Merci d'avoir suivi ce sommet, j'espère que les contraintes qui, hélas, s'imposent toujours plus ou moins et sont plus ou moins bien maîtrisées dans ce genre de manifestation n'ont pas trop handicapé votre travail. En tous les cas, je vous remercie de votre présence, vous et celles et ceux qui ont participé au titre de la presse à ce sommet.

Nous voici arrivés à son terme et je voudrais tout d'abord exprimer une nouvelle fois mes remerciements, ma reconnaissance à l'ensemble des habitants de la région d'Evian, à nos amis suisses, naturellement, aux Françaises et aux Français qui nous ont accueillis malgré les contraintes et les difficultés avec beaucoup de gentillesse et d'hospitalité.

Je voudrais également remercier les services de l'Etat, les collectivités locales, remercier les élus qui ont tous tenu à faire le maximum pour que les choses se déroulent aussi bien que possible. Et je voudrais renouveler toute ma gratitude aux autorités suisses qui ont eu à assumer un fardeau important et qui l'ont fait avec beaucoup de gentillesse. Je leur dis naturellement toute ma reconnaissance.

J'ai une pensée particulière pour les habitants, pour les Suisses, notamment à Lausanne et à Genève, qui ont été victimes non pas des altermondialistes, naturellement, mais de quelques bandes de voyous casseurs venus ici pas du tout pour s'exprimer sur l'avenir de la mondialisation mais pour casser et pour piller. Je présente à cet égard

toutes mes excuses à celles et à ceux qui, chez nos amis suisses, ont été victimes de ces voyous.

Ce sommet, je crois qu'on peut le dire, aura été celui d'une certaine responsabilité, de la solidarité dans l'action, solidarité nécessaire, avec un certain nombre de décisions que je vais non pas énumérer mais rappeler rapidement. Le thème central de ce sommet, c'était comment approcher la croissance et manifester notre détermination à l'assurer pour les années futures, donc à transmettre un message de solidarité, de cohésion et de confiance pour ce qui concerne la croissance. Ceci, naturellement, déterminant l'activité économique, l'emploi et le progrès social.

Nous avons également adopté un plan d'action pour faire en sorte que les négociations, difficiles mais qui doivent réussir, de Cancun se passent le mieux possible. Nous avons affirmé le principe d'une économie de marché responsable et c'est la première fois que le G8 prenait des décisions de cette nature avec ce que cela implique pour les entreprises qui, certes, ont une responsabilité économique, évidemment, mais ont également une responsabilité sociale et environnementale. Je le répète, c'est la première fois que le G8 annonce clairement sa détermination dans ce domaine. Ces décisions permettront, je le pense, de mieux exploiter le potentiel de croissance qui est indiscutable aujourd'hui dans le monde et que j'évoquais hier devant vous.

Par ailleurs, pour construire ce développement durable dans un esprit de solidarité, nos décisions ont concerné l'intensification du dialogue avec l'Afrique. Dialogue, je vous le rappelle, initié à Genes, fortement développé sous l'autorité du Premier ministre canadien à Kananaskis et confirmé aujourd'hui comme un élément essentiel et durable de la détermination des pays qui ont les moyens de faciliter le développement de le faire au bénéfice de ceux qui en ont le plus besoin et qui sont, d'abord et avant tout, les peuples d'Afrique. D'où le progrès, encore, du NEPAD et, à cet égard, je voudrais une fois encore remercier très chaleureusement de la part de chacun d'entre nous, des Huit, les représentants personnels qui ont fait un travail considérable, dont vous avez vu le rapport, d'ailleurs, et grâce à qui nous pourrons avec détermination poursuivre dans cette voie du NEPAD.

Nous avons essayé de donner plus de dynamique pour réaliser les objectifs du millénaire et de Johannesburg, dans le domaine de l'eau, domaine essentiel s'il en est. La France a pris pour sa part ses responsabilités en décidant de doubler, ce qui représente des sommes importantes, son action et sa participation dans ce domaine. Et nous avons pris collectivement un engagement très fort pour permettre de tenir l'engagement de Johannesburg, ou du millénaire plus exactement, c'est-à-dire de diminuer au moins par deux le nombre des habitants de la planète qui n'ont pas accès aujourd'hui à l'eau et à l'assainissement, ce qui est un véritable drame. Mais cela représente un effort considérable et nécessairement concerté que nous sommes

décidés à assumer.

Un tournant a également été pris, je crois qu'on peut le dire, dans le domaine de la santé avec, d'une part, un progrès dans le dossier difficile de l'accès aux médicaments pour les pays pauvres. Vous savez que c'est un souci très fortement affirmé par la France. Nous n'avons pas encore trouvé la solution et nous avons fait un pas en décidant de nous obliger à avoir la solution avant Cancun. J'exprime l'espoir que cette solution sera aussi généreuse que possible. Nous avons également fait un progrès important en matière de lutte contre le Sida, de moyens à mettre en oeuvre pour lutter contre le Sida et les grandes pandémies, par des moyens nouveaux mis à la disposition de la lutte contre le Sida et par des moyens nouveaux et importants mis à la disposition du Fonds mondial.

Pour ce qui concerne la France, vous le savez, elle a décidé de tripler sa participation en passant à 150 millions d'euros. Les autres ont pris des décisions de la même nature. L'ensemble fera l'objet d'une décision finale qui sera prise, comme il se doit pour ce qui concerne les Européens, au prochain Conseil européen qui se tiendra dans quinze jours à Thessalonique.

Enfin, nous avons mis l'accent sur la lutte contre les maladies négligées et pour l'éradication de la poliomyélite.

Nous avons également mobilisé des financements importants pour la lutte contre la famine qui menace l'Afrique. Nous avons ouvert un certain nombre de pistes pour le financement du développement et pour la politique de la dette. A souligner, notamment, l'approbation donnée à l'initiative britannique dite IFF, qui est une initiative, je crois, intelligente, adaptée au monde moderne et permettant de mobiliser des financements importants au bénéfice du développement.

Dans ce domaine, je l'ai dit hier et je n'y reviendrai pas, nous avons décidé que nos ministres se mettraient d'accord dans un délai maximum d'un mois pour présenter un plan d'aide et de solidarité, au-delà de l'humanitaire naturellement, à moyen terme, pour ce qui concerne l'Algérie, victime d'un désastre que chacun connaît et qui a ému tout le monde.

Voilà ce qui nous permet probablement d'améliorer le partenariat entre le Nord et le Sud.

En ce qui concerne l'environnement, nous avons traité de la lutte contre le changement climatique et, notamment, nous avons réaffirmé dans le communiqué final que ceux qui ont ratifié le protocole de Kyoto sont bien déterminés à le mettre en oeuvre. Nous avons évoqué et pris un certain nombre de décisions concernant la protection des océans, mais aussi la protection des forêts, la biodiversité et la sûreté nucléaire. Dans ces domaines concernant l'environnement, je voudrais souligner, comme je l'ai fait hier mais je le redis, l'importance de l'engagement et la clarté de la détermination exprimés par le Premier

ministre du Japon.

Enfin, nous avons renforcé la lutte contre le terrorisme par tous les moyens qui sont à notre disposition, notamment la concertation et la coopération entre tous nos services, et par des décisions ponctuelles sur certains points délicats, en particulier pour ce qui concerne le régime de contrôle des ventes de systèmes de défense anti-aérienne portable, ce que l'on appelle en anglais les Manpads, qui feront désormais l'objet d'une surveillance accrue et, je l'espère, tout à fait efficace.

Enfin, nous avons fait le point sur l'initiative qui se déroule tout à fait normalement et qui avait été prise à Kananaski pour la lutte contre la prolifération d'armes de destruction massive. Et vous ne serez pas étonnés d'apprendre qu'hier soir, à l'occasion d'un dîner qui était sans ordre du jour et donc libre, ce qui d'ailleurs était aussi une initiative japonaise qui, finalement, s'est avérée tout à fait positive, et je pense que mes successeurs retiendront cette idée, nous avons bien entendu évoqué les pays qui nous donnent des soucis en ce qui concerne la prolifération nucléaire, essentiellement la Corée du nord et l'Iran.

En conclusion, je crois que l'on peut dire qu'Evian aura été un sommet de dialogue, dialogue avec la société civile et les ONG, dialogue qui s'est développé avant et dans le cadre de la préparation, puis pendant le sommet. Et je tiens à rendre hommage au travail important qui a été fait par le contre sommet, qui a apporté un certain nombre d'idée dont il ne faut pas s'imaginer qu'elles sont destinées à être simplement mises sur les étagères mais qui, sur un très grand nombre de points, sont de nature à influencer la réflexion et la mise en oeuvre des décisions du sommet.

Dialogue, également, avec d'autres pays que ceux qui, traditionnellement, se réunissent ensemble au sommet. Et je crois que ce dialogue a été utile et, d'ailleurs, je pense que mes successeurs auront l'occasion d'affiner encore cette modalité de dialogue avec les principaux chefs d'Etat et de gouvernement du monde.

Et cela aura été aussi, je crois que l'on peut le dire, un sommet de confiance. Confiance entre nous, nous avons tous conscience d'assumer ensemble une responsabilité importante compte tenu de notre rôle dans le monde et dans l'évolution de son économie et du progrès social nécessaire. Cette confiance entre nous s'est clairement affirmée aussi bien dans l'état d'esprit général que dans les conclusions qui ont été, il faut le dire, cohérentes et qui n'ont pas fait apparaître de divisions ou de difficultés particulières.

Voilà ce que je voulais vous dire sur le sommet, avant de répondre à quelques questions, si vous le voulez bien.

QUESTION – Monsieur le Président, pourquoi avez-vous accepté l'objectif arbitraire affiché par le Président BUSH de 3 milliards de dollars ? Vous savez que ce fonds nécessite 4,7 milliards de dollars

d'ici 2007 et que la faillite menace d'ici la fin de l'année. Or les contributions annuelles de chaque pays devraient être fixées sur la base d'un montant qui avait été fixé par les pays en voie de développement. Donc, nous courons le risque de voir ce Fonds stagner. Pourquoi avez-vous accepté cette proposition de montant annoncé par le Président BUSH ?

LE PRESIDENT – Le Président BUSH a proposé un effort tout à fait spectaculaire puisqu'il porte, a-t-il dit, et je crois que le Congrès l'a voté, sur 15 milliards de dollars sur cinq ans, partie en aide directe, partie en contribution au Fonds mondial. Et ma première réflexion sera pour exprimer ma reconnaissance, au nom de tous, pour cette importante initiative dont nous ne connaissons pas encore les modalités, je me garderai bien de les juger, mais qui représente une volonté claire de la part des Etats-Unis d'apporter un effort particulier pour lutter contre les pandémies, contre le Sida.

Je vous ai dit que j'ai eu des entretiens avec le Directeur général du Fonds, que la France avait décidé elle-même de tripler son effort et que l'Europe était déterminée à relever le défi, c'est-à-dire à faire un effort de la même nature que celui qui a été décidé par les Etats-Unis. C'est la raison pour laquelle, je le répète, nous déciderons définitivement au sommet de Thessalonique, puisque c'est naturellement une décision européenne qui ne peut être prise qu'en Conseil européen.

Donc, je ne comprends pas très bien le sens de votre question. J'ai cru comprendre en revanche que le Directeur général du Fonds avait beaucoup apprécié les décisions qui avaient été prises mais je lui laisserai le soin naturellement de développer son point de vue.

QUESTION – Vous avez employé le mot d'excuses tout à l'heure à l'égard des Suisses pour les dégâts subis. J'aimerais savoir si vous vous sentez responsable d'avoir organisé ce sommet si près d'une ville qui représente la mondialisation et la richesse et si cette responsabilité ira jusqu'à participer au dédommagement des victimes, je pense aux commerçants et aux civils.

LE PRESIDENT – D'abord, je me permets de vous dire que je n'ai pris cette décision qu'après avoir consulté les autorités suisses. Ce n'est pas une décision, s'agissant d'une ville qui était à la frontière et qui était desservie par un aéroport suisse, que j'ai prise tout seul. J'ai d'abord consulté les autorités suisses et, ayant enregistré leur accord, nous avons engagé une concertation qui a été exemplaire, notamment sur la prise en compte de toutes les dépenses liées à ce sommet, à la mise en œuvre de ce sommet. Et je tiens, je le répète, à remercier très chaleureusement les autorités suisses. Et, je le répète, je tiens à dire aux habitants de Lausanne et de Genève qui ont été victimes des voyous casseurs toutes mes excuses. Et j'imagine qu'ils seront naturellement indemnisés.

QUESTION – Je voulais vous poser une question à propos de la

déclaration sur la non-prolifération qui a été faite hier. Est-ce que vous avez le sentiment qu'envers l'Iran, ce document représente une espèce de feuille de route qui pourrait mener à une action militaire contre l'Iran ? En tous cas, c'est l'avis des officiels américains qui nous ont dit qu'ils voyaient dans un paragraphe, je crois que c'est le paragraphe 3 où vous parlez d'autres mesures possibles qui peuvent être mises en œuvre, une espèce d'accord qui pourrait être utilisé pour l'usage de la force ?

LE PRESIDENT – Je peux vous dire, cher Monsieur, que cette interprétation me semble extraordinairement osée et qu'il n'a jamais été question d'utiliser la force à l'égard de qui que ce soit dans quelque domaine que ce soit. En revanche, nous souhaitons avoir avec l'Iran le dialogue nécessaire pour que celui-ci accepte les contraintes internationales et les contrôles de l'AIEA qui permettent de maîtriser le développement dangereux des technologies nucléaires militaires.

QUESTION – Monsieur le Président, vous avez parlé du travail du contre-sommet. Je voulais savoir s'il y a des propositions précises faites par les altermondialistes qui ont été discutées hier au cours du dîner et qui ont été jugées particulièrement intéressantes. Et, si oui, lesquelles ?

LE PRESIDENT – Je ne vais pas reprendre l'ensemble des propositions, qui ne nous ont été transmises qu'hier après-midi, que nous avons regardées rapidement, que nous avons évoquées lors du dîner d'hier soir et qui nous sont apparues comme, je dirais, une contribution intéressante à la réflexion générale. Je ne suis pas aujourd'hui en mesure de rentrer dans le détail.

QUESTION – Ici, à Evian, vous rendez hommage aux propositions du contre-sommet. A Paris, le gouvernement repousse à l'automne son projet sur la décentralisation. Est-ce que vous n'avez pas un peu peur de décevoir vos électeurs ?

LE PRESIDENT – Chère Madame, vous comprendrez que ce n'est pas ici le cadre pour m'exprimer sur les sujets de politique intérieure française. Nous sommes en sommet du G8. Comme j'ai eu l'occasion de vous le dire, d'ailleurs, et notamment hier, je ne sais pas si vous étiez présente, je crois qu'un pays, et d'ailleurs tout le monde l'a souligné autour de la table, pour progresser, un pays qui veut assurer le bien-être de tous est un pays qui doit se réformer, par le dialogue et par la concertation, mais avec détermination.

QUESTION – A propos des dégâts à Genève. Est-ce que vous pouvez envisager une participation aux frais de la France, en dehors de ce qui est déjà prévu par les accords franco-suisse sur la participation aux frais du G8 ?

LE PRESIDENT – Nous allons discuter de cela dans le meilleur esprit, vous l'imaginez, avec nos amis suisses.

QUESTION – Monsieur le Président, a-t-on parlé lors des dîners, des déjeuners, des entretiens, de l'avenir de l'Iraq ? Est-ce-qu'au delà de l'approbation à l'unanimité de la 1483, on a parlé de la gestion, en fait, américano-britannique de l'Iraq et du rôle en mettant la pression sur le rôle central et concret des Nations Unies ?

LE PRESIDENT – Nous avons naturellement évoqué ce problème sur la base de la 1483 qui a fait l'unanimité. J'ai eu l'occasion, dans ce domaine, et c'était un avis partagé par une majorité, de dire que la paix exige l'action, forte, soutenue, responsable, de l'ONU et qu'on peut éventuellement faire une guerre seul, mais qu'on ne peut pas faire la paix seul. Et, donc, il nous appartiendra à tous dans le cadre de l'ONU d'apporter toute notre contribution pour retrouver l'équilibre nécessaire dans le cadre des principes qui ont été clairement affirmés dans cette résolution.

QUESTION – Monsieur le Président, vous avez dit hier que le G8 n'était pas une institution, une certaine autorité. Or le monde a suivi ses orientations pendant 28 années. Vous avez émis de nombreuses directives cette année, plus cette année que les années précédentes, et vous dépensez l'argent des contribuables des pays du G8. Etes-vous une nouvelle sorte d'ONU, êtes-vous un conseil d'administration ?

LE PRESIDENT – C'est une question qu'on pose depuis 30 ans, je ne sais pas pourquoi. Nous ne sommes pas l'ONU et nous ne sommes pas un conseil d'administration. Tout simplement parce que nous n'avons pas de pouvoir à l'extérieur et nous n'en réclamons pas. Simplement, nous sommes des gens de bonne volonté qui ont conscience que leur action dans le monde peut être soit cohérente, soit incohérente. Si elle est incohérente, ça sera au détriment de tout le monde, si elle est cohérente, ça sera au bénéfice de tout le monde. Et notre action consiste précisément à rendre nos actions cohérentes. Voilà, mais nous n'avons pas de légitimité particulière.

QUESTION – Monsieur le Président, faut-il comprendre les déclarations de la présidence française, hier soir, sur les changes comme une volonté commune du G8 de stabiliser les taux de change à leur niveau actuel ?

LE PRESIDENT – Nous avons évoqué le sujet des taux de change lors de notre discussion sur la situation économique. Si je vous disais le contraire, vous ne me croiriez pas. Nous suivons bien sûr très attentivement les mouvements des principales devises. Chacun a donné son approche et son sentiment sur ces problèmes. Tout ce que je peux vous dire, c'est que chacun, parmi nous, considère que la stabilité des changes est un élément très important, essentiel, pour favoriser la croissance.

QUESTION – Monsieur le Président, sauf erreur de ma part, je ne vois pas dans les conclusions, ni dans les documents qui ont été délivrés hier, le projet qui vous tient à coeur, je crois, et que vous aviez présenté en février, d'un moratoire sur les subventions aux

exportations agricoles. Je voudrais savoir le type d'arguments qui ont pu être opposés par, notamment, les États-Unis. Et comment pensez-vous relancer cette initiative ?

LE PRÉSIDENT – Dans le cadre, notamment, de la préparation de Cancun, j'avais proposé, à l'occasion du dernier sommet Afrique-France, un ensemble de dispositions qui concernaient l'Afrique, dans ce domaine, pour l'agriculture et pour les matières premières. Alors, pourquoi l'Afrique et pas les autres ? Il y a des PMA, comme on dit, ailleurs. Tout simplement parce que l'Afrique est la seule région du monde qui s'enfonce dans la pauvreté et qui doit, par ailleurs, assumer une démographie forte. Sa part, par exemple, dans le commerce mondial diminue chaque année, ce qui est extrêmement préoccupant. Alors, j'avais évoqué un plan qui concernait, d'une part, le système des préférences, d'autre part, les aides déstabilisantes à l'exportation, toutes, qu'il s'agisse des restitutions européennes, de l'aide alimentaire américaine, du crédit export, des modalités du crédit export, et, enfin, la stabilisation des recettes émanant des matières premières.

Ces propositions avaient été étudiées par la Commission européenne et avaient été adoptées à l'unanimité par le Conseil européen. Et, donc, elles ont été portées par l'ensemble des Européens. Je le répète, elles concernaient l'Afrique. Ce qui ne veut pas dire que nous n'avons pas d'intérêt pour les autres PMA dans le monde. Mais il faut adapter les propositions aux situations. Et l'Afrique, c'est vraiment l'urgence.

Alors, nous n'avons pas progressé, il faut bien le dire, autant que je l'aurais souhaité. S'agissant des aides déstabilisantes, nous n'avons pas pu obtenir l'unanimité, nos amis américains n'ayant pas donné leur accord. Ils étaient naturellement d'accord pour que l'on mette en cause les restitutions européennes mais pas les aides américaines. On peut le comprendre mais on peut aussi le regretter. C'est mon cas. En revanche, s'agissant du système des préférences, nous avons fait un petit progrès puisque l'on s'est mis d'accord non pas pour une solution mais pour rechercher ensemble, et vite, une solution. Et, sur le dernier point qui est également très, très important, celui de la prévisibilité des recettes émanant de l'exportation des matières premières, là-aussi, nous avons fait un petit progrès. C'est-à-dire que là-encore, nous nous sommes mis d'accord pour trouver une solution. On peut dire que l'on a fait un pas dans la bonne direction. Nous n'avons pas encore atteint l'objectif, hélas, je le reconnais bien volontiers.

QUESTION – Monsieur le Président, quels sont les signes concrets qui donnent confiance dans une reprise économique au deuxième semestre 2003 ? Et, deuxièmement, avez-vous évoqué avec les autres chefs d'État et de gouvernement le risque de déflation dans le monde, qui existe toujours au Japon, et les soucis qui existent aujourd'hui en Allemagne et peut-être aux États-Unis.

LE PRÉSIDENT – Quelles sont les raisons d'être raisonnablement optimistes ? D'abord, la situation économique mondiale a été très

marquée par les incertitudes de la guerre en Iraq. Cela, c'est du passé. Deuxièmement, vous voyez un élément très important de la vie économique mondiale, le cours du pétrole, qui est devenu positif, puisque le pétrole a très sensiblement baissé.

Troisièmement, nous avons une situation des taux d'intérêt qui est une situation très positive et qui peut encore s'améliorer, ce qui est évidemment une incitation à l'investissement. Donc, il y a, et je pourrais multiplier les exemples, un certain nombre de raisons objectives pour exprimer la confiance dans la reprise de la croissance. Il y a un élément supplémentaire capital : la croissance, c'est pour une large part un problème psychologique, c'est un problème de comportement. Naturellement, il faut des données économiques mais c'est surtout un problème de comportement.

Il ne peut pas y avoir croissance sans confiance. Les investisseurs, les consommateurs se sont beaucoup interrogés ces derniers temps sur la cohérence de la politique conduite par les principaux acteurs économiques du monde. Ce qui était important, ici, et c'est une des raisons qui justifient à mes yeux la confiance, c'est que l'on a clairement affirmé que nous avons une approche et une analyse communes et une volonté commune d'engager des politiques coordonnées et cohérentes de croissance. Et cela, c'est un élément psychologique majeur. C'est un message auquel les investisseurs, les consommateurs sont directement sensibles d'autant qu'il est bien entendu relayé, notamment, par la presse.

Alors, vous me dites les risques de déflation. Je n'ai pas vu les risques de déflation. Je n'ai aucune inquiétude pour l'avenir de l'économie japonaise qui termine sa phase de stabilisation et d'adaptation. Je n'ai aucune inquiétude pour l'économie allemande. Naturellement, nous souhaitons que ces deux économies connaissent un progrès aussi rapide que possible, une reprise aussi rapide que possible et je pense que ce sera le cas. Autour de la table, les responsables se sont exprimés très, très librement, je l'ai dit hier, je crois. Cette fois-ci, nous n'avons pas eu des gens qui lisaient des papiers, nous avons eu des gens qui parlaient avec leur conscience, leur compétence, leur cœur, leur conviction. Et tout cela était parfaitement cohérent.

QUESTION – Monsieur le Président, peut-on affirmer aujourd'hui que la responsabilité de chapeauter les pourparlers israélo-palestiniens incombe désormais aux seuls Américains, tandis que le Quartet va se consacrer à la préparation d'une feuille de route pour les éventuels pourparlers avec la Syrie et le Liban ?

LE PRÉSIDENT – Je ne crois pas du tout que l'on puisse dire cela. Et ce n'est pas du tout, notamment, l'état d'esprit du Président américain. Nous en avons longuement parlé juste avant son départ, tous les deux. Et il tenait à avoir le sentiment de la France, en soulignant notre expérience dans ce domaine, pour tout ce qui touche le Moyen Orient.

Ce qui est sûr, c'est que les Américains ont un rôle moteur qu'ils n'entendent pas du tout exercer en dehors du Quartet. Ils apportent leur contribution, à la satisfaction générale, et notamment à la nôtre. Mais ce n'est pas pour autant qu'ils veulent sortir du processus du Quartet. C'est la raison qui m'a fait dire, en particulier, que je souhaitais bien sûr aux négociations qui se passent aujourd'hui et demain, avec le Président BUSH, que nous leur souhaitions le plus grand succès. Mais le Quartet continue. Vous savez, le rôle de l'Europe dans cette affaire et le rôle croissant de la Russie, sans parler naturellement de l'ONU, sont des rôles essentiels. Même s'il y a aujourd'hui, à l'évidence, une initiative américaine très importante pour essayer de créer le mouvement, le rôle du Quartet reste un rôle déterminant.

Quant à l'éventuelle feuille de route que M. SOLANA a évoquée, c'est un problème qui se discutera d'abord au sein de l'Europe, ensuite au sein du Quartet et, pour dire la vérité, j'espère que cette initiative aboutira.

QUESTION – Monsieur le Président, votre représentant pour le NEPAD,

M. CAMDESSUS, a déclaré que seuls les Etats africains qui auront satisfait au mécanisme de revue par les pairs auront le soutien du G8. Est-ce que cela ne va pas bloquer, justement, le soutien que vous pourriez apporter aux pays africains ?

Deuxième question, sur le Togo : je voulais savoir ce que vous pensez de la présidentielle qui se passe là-bas et du fait que le Président EYADEMA se soit représenté alors qu'il s'était engagé, auprès de vous-même, à ne pas le faire.

LE PRESIDENT – S'agissant des mécanismes, ce ne sont pas les représentants personnels qui ont dit cela, ce sont les Africains qui ont clairement, lorsqu'ils ont pris leur initiative, dont l'objectif était, je le répète, de substituer une politique de partenariat à une politique d'assistance, qui ont clairement défini entre eux les conditions de cette politique de partenariat, notamment dans ce qu'ils ont appelé la revue par les pairs. Et je vous signale qu'une vingtaine de pays, c'est-à-dire près de la moitié des pays africains, ont signé l'accord sur ce point, les autres étant en train de l'étudier et de le faire.

Sur le Togo, je n'ai absolument aucun commentaire à faire. Le Président EYADEMA s'est représenté. Le seul vœu que j'exprime, c'est que les élections au Togo soient aussi transparentes que nécessaire. J'ai eu des contacts avec le Président du Togo qui m'a consulté sur ce point matériel. Il avait demandé notamment la présence d'observateurs de l'Union européenne. L'Union européenne n'en a pas envoyé. Je l'ai déploré, je l'ai regretté. D'autres, notamment la France et un certain nombre d'organisations, ont envoyé des observateurs et nous entendrons avec attention les rapports faits par ces observateurs.

QUESTION – Monsieur le Président, vous aviez souhaité faire de la santé et de l'accès aux médicaments essentiels l'un des grands thèmes de ce G8. Les projets de déclarations françaises étaient vraiment forts, du point de vue des ONG. Or la déclaration qui est sortie, hier, est une déclaration assez faible, avec très peu d'engagements précis. Vous avez signalé les engagements pour le Sida, par exemple, mais Kofi ANNAN, il y a deux ans, avait estimé les besoins nécessaires à 10 milliards de dollars annuels. On est donc loin du compte. Au total, cette déclaration ressemble beaucoup plus à la contre-proposition américaine qu'à la première proposition française. Est-ce que cette déclaration n'est pas une victime de la normalisation des relations franco-américaines ?

LE PRESIDENT – Un : chacun a conscience du fait que la lutte contre la pandémie du Sida est devenue un objectif prioritaire et mondial. Pour des raisons humaines, cela va de soi, ce n'est pas la peine de les souligner, mais également pour des raisons d'équilibre du monde. Et, en particulier, il faut bien le reconnaître, parmi les pays les plus touchés, se trouvent les pays africains qui, s'ils ne sont pas d'urgence aidés à mettre en oeuvre une véritable politique de lutte contre le Sida, eh bien, les conséquences seront dramatiques pour eux et pour le monde. C'est donc moralement et politiquement inacceptable. A partir de là, je persiste à rendre hommage à l'initiative américaine.

Il faut voir maintenant comment elle va se traduire dans les faits, naturellement, puisque je crois qu'il faut que les choses soient votées par le Congrès chaque année. Mais l'initiative présentée par le Président BUSH est une initiative tout de même très substantielle, 15 milliards de dollars, si tel est bien le cas, en 5 ans. C'est quand même un pas en avant considérable.

Cela, si j'ose dire, a incité l'Europe à suivre, à relever le défi. Ce que je souhaite, c'est que l'Europe, non seulement le relève, mais donne l'exemple. Ce n'est pas parce que les Américains ont pris une très bonne décision que nous devons simplement faire la même chose. Nous devons donner l'exemple. C'est ce que j'ai proposé pour notre sommet de Thessalonique. Je ne peux pas vous dire, car je ne suis pas seul, ce que décidera le sommet de Thessalonique. J'espère que nous pourrions être à notre tour, dans ce domaine, exemplaires. Et puis il y a, si j'ose dire, le troisième tiers. Mais les échos que nous avons d'un certain nombre de grands pays, à commencer par le Japon, et d'autres, la Russie, sont tout de même assez positifs dans l'idée d'apporter le troisième tiers de l'effort global.

Alors, voilà quelle est notre ambition. Est-ce qu'elle sera couronnée de succès même si elle peut paraître encore insuffisante ? Je ne peux pas vous le garantir mais nous sommes, en tous les cas, pour ce qui me concerne, je le suis, tout à fait déterminés.

Voilà, il ne faut pas pour autant oublier les autres pandémies, c'est le rôle du Fonds, et un certain nombre de maladies que l'on néglige et

qui méritent aussi que soient mis en oeuvre des moyens, que ce soit les maladies dites négligées, mais qui hélas ne sont pas négligeables pour ceux qui en sont atteints, et d'autre part l'éradication de la poliomyélite, là où elle existe encore, je pense à certaines régions de l'Inde ou du Nigeria.

QUESTION – Monsieur le Président, je reviens sur le Proche-Orient. Votre rôle au Proche-Orient est très équilibré et respecté. Sera-t-il affaibli par vos désaccords avec les Américains ?

LE PRESIDENT – Nous avons eu un désaccord, c'est vrai et ça n'a pas changé, avec les Américains sur la façon de traiter le problème des armes de destruction massive dont on supposait que l'Iraq en détenait des quantités. Nous avons, nous, une position simple : nous considérons que toute action militaire qui n'est pas agréée par la communauté internationale, dans le cas particulier par le Conseil de sécurité, est à la fois illégitime et illégale. Nous n'avons naturellement pas changé d'avis.

Le Conseil de sécurité, globalement, nous a suivis puisqu'il n'a pas donné ce feu vert à l'intervention américaine. Et l'intervention américaine a été une intervention américaine.

Pour ma part, je ne l'ai pas approuvée et je ne l'approuve toujours pas, je l'ai encore dit hier au Président BUSH. Maintenant, la situation exige qu'on se rassemble pour essayer de relever l'Iraq dans le cadre de son intégrité territoriale, du respect de sa population, etc... Cela ne sera pas une oeuvre facile et c'est pourquoi je disais tout à l'heure : on peut faire une guerre seul, c'est beaucoup plus difficile de faire la paix seul. Et, dans ce contexte, moi, je n'ai pas changé mon sentiment d'un iota.

J'ai de l'estime et du respect pour ces populations et, par conséquent, je suis naturellement déterminé à agir dans la mesure de mes moyens pour que soient respectés les principes que je viens d'évoquer, que ce soit en Iraq, dans la guerre entre Israël et les Palestiniens d'une part, les Syriens et les Libanais d'autre part, ou que ce soit plus généralement dans le Proche-Orient. Et ceci dans un esprit qui répudie l'agression, qui soit un esprit de dialogue, de multilatéralisme et d'impulsion donnée par la communauté internationale. Car, au total, la sagesse, c'est d'avoir une règle internationale et de s'y tenir. Voilà quelle est ma position dans ce domaine.

Je vous remercie.

